



**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE AMIANTE
POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT**

UIOSS 86 / MSA 86

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MAPA

UI86 2025-2

POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE DE L'OUVRAGE

UIOSS 86

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale
41 rue du Touffenet, 86000 Poitiers**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Mme la Directrice de l'UIOSS 86

Mme LANDRIEU Sylvie



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2 – INTERVENANTS	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION ET CONTEXTE DU PROJET	7
ARTICLE 5 – OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA MISSION	10
ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES ETAPES	12
ARTICLE 7 – LIVRABLES ET DELAIS D’INTERVENTIONS.....	15
ARTICLE 8 – PRESENTATION DES DOCUMENTS	17
ARTICLE 9 – PENALITES.....	17
ARTICLE 10 – RECEPTION DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RESULTATS	18
ARTICLE 12 – CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	18
ARTICLE 13 – PRIX ET MODALITES DE REVISION.....	19
ARTICLE 14 - AVANCE.....	19
ARTICLE 15 - ACOMPTES	20
ARTICLE 16 - MODALITES DE PAIEMENT.....	20
ARTICLE 17 – DELAIS DE PAIEMENT	21
ARTICLE 18 - ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS	21
ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE.....	21
ARTICLE 20 – CLAUSES DIVERSES.....	22
ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHE	24
ARTICLE 22 – REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	25

PREAMBULE

Situation du site

L'ensemble immobilier, qui se situe à l'angle de l'avenue John Kennedy et la rue du Touffenet, a été construit en 1972.

Il est répertorié comme représentatif de l'architecture du XXème siècle en Poitou-Charentes et est particulièrement typique des constructions de la décade 1965-1975.

Le terrain d'une surface de 28 500 m² est divisée en 2 parties.

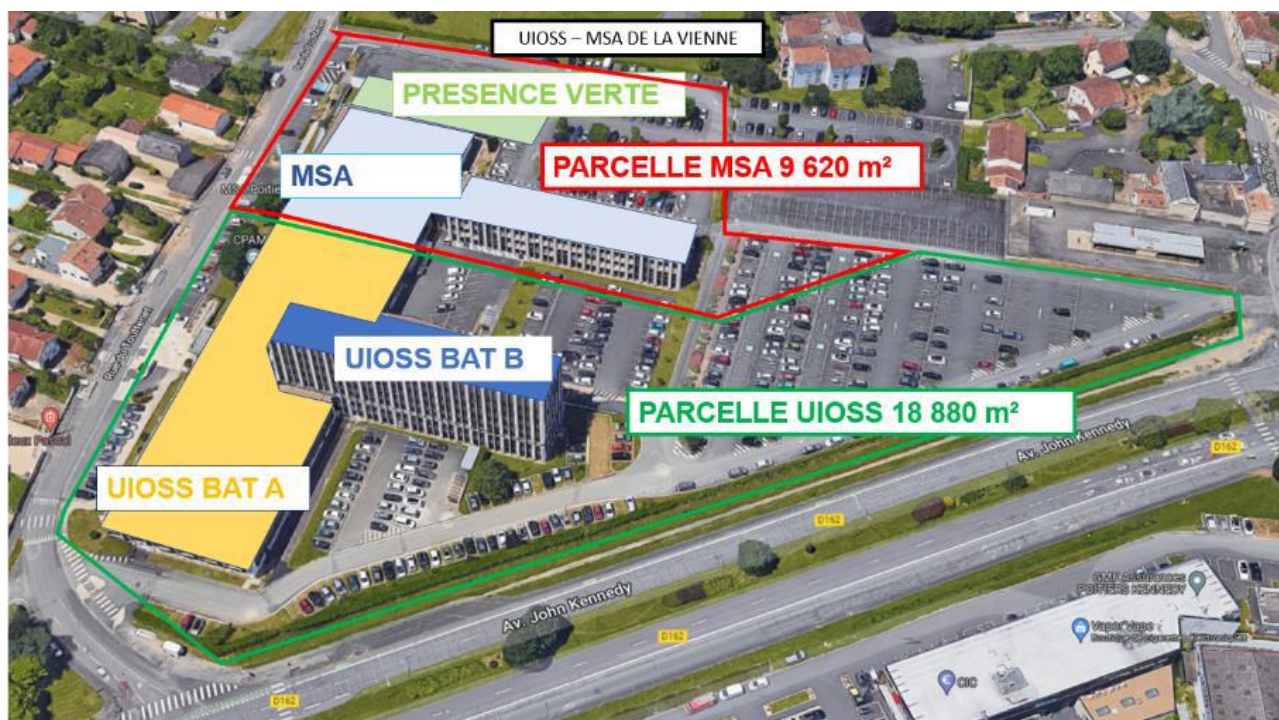
La parcelle de l'Union immobilière au sud-est pour une surface de 18 800 m² et celle de la MSA au nord-est pour une surface de 9 620 m².

Caractéristiques du site

L'union immobilière est propriétaire des bâtiments A et B occupés par la CPAM de la Vienne et la Caisse d'Allocations Familiales de la Vienne.

Le bâtiment A se situe le long de la rue du Touffenet et dessert 2 niveaux. Le bâtiment B, perpendiculaire au bâtiment A, dessert 8 niveaux.

Le bâtiment de la MSA se prolonge sur la rue du Touffenet et s'articule comme celui de l'Union. La présence verte se situe à l'extrémité ouest sur la rue du Touffenet.





Travaux envisagés

Il s'agit d'opération de réhabilitation complète de l'ensemble immobilier composé des bâtiments A et B de l'UIOSS et du bâtiment de la MSA qui concerne les prestations suivantes :

- Travaux de lié à l'amiante, de dépose et de gros œuvre
- Travaux en toiture/terrasse
- Travaux en façades
- Travaux de parachèvement et de finitions intérieures
- Travaux d'électricité
- Travaux de CVC

Objectifs recherchés

Les objectifs recherchés par cette opération concernent plusieurs domaines :

- Optimisation des surfaces occupées pour être en conformité avec les ratios d'occupation de la circulaire Borne du 8 février 2023 et avec les directives nationales CNAM, CNAF et CCMSA
- Organisation de nouvelles modalités d'accueil
- Amélioration des performances énergétiques du bâtiment et de son impact sur l'environnement pour répondre au décret tertiaire.
- Réduction des coûts d'entretien et de maintenance du site.
- Modernisation des conditions de travail pour les collaborateurs.



ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet, l'accomplissement de prestations d'AMO Amiante (assistance à maîtrise d'ouvrage amiante) dans le cadre de l'opération de travaux de réhabilitation et de rénovation des bâtiments de l'UIOSS 86 et de la MSA 86 à Poitiers dans la Vienne.

1.2. Décomposition en lots

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage Amiante n'est pas allotie et constitue un lot unique. En effet, conformément à l'article L2113-11 2° du code de la commande publique, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3. Durée du marché

Le début d'intervention est prévu dès la réception par le titulaire de l'ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur.

A titre indicatif, le démarrage de la prestation est prévu **à la notification du marché**.

La durée du marché se confond avec la durée des interventions indiquée au présent marché.

1.4. Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

2.1. Le Titulaire

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom " l'assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) amiante » sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement ainsi qu'au sein du règlement de consultation.

Le titulaire ou la personne désignée en charge de la mission (et son suppléant) devront justifier d'une attestation de formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante valide pour les activités de la sous-section 4 et sous-section 3 niveau personnel d'encadrement technique.



L'AMO Amiante désignera ses collaborateurs concourant aux études en présentant **leurs curriculums et leurs expériences similaires dans le mémoire justificatif**. Si, en cours de marché, l'AMO Amiante décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références. Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas l'AMO Amiante s'engage à remplacer les collaborateurs recusés

Le Titulaire réalisera sa mission dans le respect de règles déontologiques fortes. Conformément à la loi n° 85-704 portant sur la maîtrise d'ouvrage publique et ses relations avec la maîtrise d'œuvre, codifiée dans le Code de la commande publique, il ne pourra à aucun moment se voir confier des missions de maîtrise d'œuvre.

2.2. Maître d'ouvrage

En raison de l'unicité du projet exposé dans le préambule et afin d'assurer la coordination des travaux et prestations effectués, l'UIOSS 86 et la MSA Poitou ont décidé d'opérer un transfert de maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique qui ouvre la possibilité de confier sa maîtrise d'ouvrage à un autre maître d'ouvrage concerné par la même opération de travaux.

A ce titre, le Maître de l'ouvrage est l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Vienne (UIOSS 86) par convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de l'article L2422-12 du CCP conclue entre l'UIOSS 86 et la MSA Poitou.

L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est l'UIOSS 86, en la personne de Madame LANDRIEU Sylvie Directrice de l'UIOSS 86.

Madame SALLET-CHAUVEAU Marie-Aude est la Directrice Comptable et Financier assignataire des paiements.

L'opération est financée par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), qui donne l'Autorisation de Programme (AP) après analyse du dossier d'Avant-Projet Définitif (APD) par son Département de l'Immobilier et de l'Environnement (DIE).

2.3. Intervenants autres que les parties

2.3.1. Assistant à Maîtrise d'ouvrage : Conduite d'opération

La Maîtrise d'ouvrage est accompagnée par l'entreprise MOTT MACDONALD pour l'assistance générale à caractère administratif, financier et technique dans le cadre de l'article L. 2422-3 du CCP en assurant les missions suivantes :

- Aide au maître d'ouvrage pour la réalisation du programme fonctionnel
- Accompagnement de l'UIOSS 86 dans le choix du Maître d'œuvre
- Assistance sur les étapes Projet DIA - APS - APD - PRO - EXE – DCE – ACT – VISA
- Assistance au suivi des travaux, du démarrage à la réception des ouvrages
- Assistance à la réception des travaux et DGD – Mise en service – Suivi du parfait



2.3.2. Le maître d'œuvre

La consultation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre sera réalisée fin 2025.

Le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre sera désigné ultérieurement mais pour un démarrage conjoint de la mission.

2.3.3. Contrôle technique (CT/BC)

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé qui sera désigné ultérieurement mais pour un démarrage conjoint de la mission.

2.3.4. Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)

L'opération relève de la catégorie 1 conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement mais pour un démarrage conjoint de la mission.

2.3.5. Coordination systèmes de sécurité Incendie (CSSI)

La mission système de coordination incendie sera confiée au titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

2.3.6. L'ordonnancement, le pilotage et coordination (OPC)

La mission OPC sera confiée à un prestataire qui sera désigné ultérieurement.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) en date **mai 2025**,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles – Modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics.
- le mémoire méthodologique remis avec l'offre par le candidat,

ARTICLE 4 – PRESENTATION ET CONTEXTE DU PROJET

4.1. Contexte du projet

L'immeuble de l'Union est occupé depuis 50 ans par la CPAM et la CAF, et est en copropriété avec la MSA Poitou, avec laquelle elle partage certains réseaux et services (restauration).

Le bâtiment est répertorié comme représentatif de l'architecture du XXème siècle en Poitou-Charentes, et particulièrement typique des constructions de la décade 1965-1975. Il est adaptable et flexible pour les organisations changeantes.

Le site n'a pas eu de véritable rénovation depuis 25 ans et, en ce sens présente de nombreux axes de progrès. Seul l'accueil a régulièrement été modernisé pour répondre à l'attente des usagers, mais le back-office a vieilli et présente toujours des points faibles.

A la faveur d'opérations récentes, des économies de consommation d'énergie ont pu être effectuées, notamment dans le domaine électrique. Les travaux de remplacement des ascenseurs, le remplacement des équipements informatiques et de luminaires par des équipements led dans des bureaux, ainsi que le télétravail (plus récemment) ont contribué à faire baisser la consommation électrique de façon significative.

L'audit énergétique réalisé met en évidence un classement énergétique en classe C, à la limite de la classe D, et suggère des pistes de travaux à mettre en œuvre pour réduire durablement les besoins en chauffage. Les situations d'inconfort des conditions de travail liées à l'ambiance thermique restent importantes, notamment dans la tour : la performance énergétique du bâtiment doit absolument être améliorée pour répondre au Décret Tertiaire, avec des enjeux sociaux et budgétaires à long terme.

En tout état de cause, les pathologies du bâtiment nécessitent une réhabilitation importante, car :

- l'immeuble souffre de mauvaises isolation et étanchéité sur le clos/couvert,
- d'épaufrures sur les bétons des façades,
- d'installations thermiques, hydrauliques et sanitaires vétustes
- d'un manque d'hygiène (aération) dans des locaux réaménagés récemment en bureaux et d'un éclairage inadapté dans les services de production.

En outre, les repérages amiante avant travaux des dernières années ont mis en évidence sa présence dans différents matériaux, rendant difficiles voire impossibles de nouvelles interventions sans opération préalable liée à l'amiante.

Or, le bâtiment avait été conçu initialement pour être adaptable à l'évolution des organisations, avec des trames d'occupation.

La stratégie en la matière serait d'envisager le retrait des MCA avec une rénovation par tranches sur plusieurs années afin d'assainir l'immeuble.

Enfin, l'organisation du chantier devra prendre en compte l'impératif de continuité du service public pour une réalisation des travaux en site occupé.

Préalablement à l'opération de réhabilitation, une étude organisationnelle et fonctionnelle sera à réaliser afin d'optimiser



- Les surfaces occupées pour être en conformité avec les ratios d'occupation de la circulaire Borne du 8 février 2023 et avec les directives nationales CNAM, CNAF et CCMSA.
- Les modalités d'accueil physique des usagers
- Les usages de restauration du personnel sur le site

Cette étude devra aboutir sur la présentation de scénarios de nouvelles macro-répartitions des surfaces entre les organismes tout en rationalisant les surfaces ainsi libérées pour favoriser l'installation de potentiels nouveaux occupants.

Par la suite, l'opération de réhabilitation des bâtiments pourra être envisagée et devra prendre en compte les prestations suivantes :

Les travaux de lié à l'amiante identifiés dans le RAAT

Des travaux de démolition, de dépose et de gros œuvre avec :

- Les modifications et/ou ouvertures de baies nécessaires au projet ;
- La démolition des revêtements de sols durs ;
- L'arrachage des revêtements de sols souples ;
- La dépose des plafonds suspendus ;
- La dépose du cloisonnement ;
- La mise en place d'un échafaudage ;
- Le traitement des épaufrures sur les éléments en béton préfabriqué et les réparations diverses en façades ;
- La réfection des joints entre panneaux ;
- La mise en œuvre d'une résine imperméabilisante sur la surface horizontale des panneaux ;
- La mise en œuvre de flocage coupe-feu en sous-sol des bâtiments A et B et au niveau 4 du bâtiment B ;
- L'obturation des gaines techniques afin de rétablir le degré coupe-feu des planchers ;
- Le transport et l'évacuation des déchets.

Des travaux en toiture/terrasse avec :

- La dépose des systèmes d'étanchéité existant en toiture des deux derniers niveaux du bâtiment B et de la MSA ;
- La préparation des supports et la réalisation de complexe d'étanchéité de type accessible et non accessible y compris relevés, protection dalles sur plots, coiffes d'acrotères en toiture des deux derniers niveaux du bâtiment B et de la MSA ;
- La réalisation de sorties diverses, câbles, ventilations primaires, naissances d'eaux pluviale ;
- La mise œuvre de skydomes et de protections collectives ;
- Le transport et l'évacuation des déchets.

Des travaux en façades avec :

- La dépose des châssis vitrés, des protections solaires et des panneaux pleins ;
- La fourniture et la pose de châssis en aluminium ouvrant de type oscillo-battant équipés de vitrage dont le coefficient de transmission surfacique (Uw) et le facteur solaire (Sw) seront compatibles avec l'obtention du certificat d'économie d'énergie et du décret tertiaire correspondant ;
- Le remplacement des blocs portes des différents accès ;
- La fourniture et la pose de panneaux pleins ;
- La fourniture et la pose de brise soleil orientable sur les façades exposées ;
- La fourniture et la mise en œuvre de stores intérieurs ;
- Le nettoyage des façades ;
- L'isolation des façades par l'extérieur



- Le transport et l'évacuation des déchets.

Des travaux d'électricité avec :

- La distribution des postes de travail incluant l'éclairage, le câblage informatique et électrique

Des travaux de CVC avec :

- La dépose et la neutralisation des installations de chauffage et sanitaires ;
- Rendre les bâtiments thermiquement efficaces selon les consignes institutionnelles
- Le remplacement des régulations, du calorifugeage complémentaires des réseaux ;
- L'équilibrage et la mise en place de robinets thermostatiques ;
- L'amélioration, l'aération et l'assainissement des locaux ;
- L'isolation des réseaux des réseaux sanitaires ;
- La mise en place d'appareils sanitaires adaptés aux personnes à mobilité réduite ;
- La mise en place d'une VMC dans les locaux sanitaire.

Des travaux de parachèvement et de finitions intérieures avec :

- La réfection des cloisonnements de structure et des revêtements de sols de l'ensemble des bâtiments
- La réfection complète et la mise en conformité adaptés aux personnes à mobilité réduite de l'intégralité des sanitaires
- La création d'espaces douche/vestiaire à destination du personnel

4.2. La communication interne

Dans le cadre de son opération immobilière, l'UIOSS 86, Maître d'Ouvrage, désignera :

- Un Comité de pilotage de l'opération (CoPIL)

Ce comité de pilotage de l'opération a un rôle décisionnaire. Il devra notamment s'assurer de :

- la définition et du suivi des grandes étapes et échéances associées,
- la tenue du projet et son lien avec les objectifs initiaux,
- la validation des étapes et des livrables associés.

Il sera constitué des Directeurs/Directrices des organismes UioSS 86, Cpm 86, Caf 86, Msa 86 ou de leurs représentants.

- Un Comité de gestion de projet (CoPROJ)

Ce comité de projet a un rôle de coordination et d'interface avec le conducteur d'opération. Il devra notamment s'assurer de :

- La coordination des opérations administratives,
- Suivre les échéances,
- La fourniture des éléments techniques et organisationnels nécessaires à la mission,
- L'émission d'avis intermédiaire et de pré-validation avant soumission au comité de pilotage,
- L'interface avec les organismes locaux et nationaux.

Il sera constitué du responsable de l'UIOSS 86, du chargé d'affaire immobilière de l'UCANSS et de l'expert Immobilier régional de la CNAM.

- Un Comité de suivi technique (CoTEC)

Ce comité de suivi a un rôle d'appui technique et organisationnel en relation avec les organismes locaux. Il aura la charge de :

- Fournir les éléments techniques et organisationnel des organismes locaux
- Coordonner auprès des organismes locaux le suivi du projet (communication, consultation IRP, constitution de groupe de travail...)



Il sera constitué des responsables des moyens généraux de chacun des organismes Cpm 86, Caf 86, Msa 86 ou de leurs représentants.

Tout au long de la prestation, l'UIOSS 86 entend favoriser une démarche participative et transparente.

Des informations périodiques seront donc (après validation de la Direction) à réaliser par le titulaire, en collaboration avec le service Communication des organismes, auprès du personnel.

Toute diffusion d'information concernant l'opération immobilière devra avoir reçu préalablement l'accord de la Directrice de l'UIOSS 86 quant à sa forme et son contenu.

ARTICLE 5 – OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA MISSION

5.1. Objectifs à atteindre

Dans le cadre d'une opération réhabilitation, le maître d'ouvrage souhaite, préalablement au recrutement d'une maîtrise d'œuvre, être assisté en ce qui concerne la question de l'amiante afin de sécuriser le processus en veillant au respect des obligations réglementaires par l'ensemble des intervenants.

Les enjeux de la mission sont les suivants :

- La sécurité des personnes par rapport au risque « amiante »,
- La sécurité juridique au regard de la réglementation,
- La maîtrise des contraintes budgétaires et de temps

Le Titulaire est tenu à une responsabilité de conseil et d'éclairage de la décision qui va au-delà de la simple exécution d'une commande. Il doit ainsi répondre aux attentes du MOA dans le cadre de sa mission et du rôle qui lui est dévolu.

A ce titre, le Pouvoir adjudicateur attend du Titulaire qu'il soit force de proposition, capable d'anticipation par rapport aux évolutions réglementaires et se tienne au fait des dernières avancées techniques.

La mission objet du présent marché est une mission d'assistance au maître d'ouvrage Amiante, concernant les opérations liées à l'amiante, et porte sur les étapes techniques suivantes :

- Etape 1 : Proposer une stratégie amiante organisant la prise en compte de la problématique Amiante dans sa globalité
- Etape 2 : Avis sur les études du maître d'œuvre, du CSPS, des entreprises et autres intervenants et assistance réglementaire et technique.
- Etape 3 : Suivi des travaux liés à l'amiante, du démarrage au suivi du parfait achèvement

Pour l'ensemble des étapes constituant la mission, l'AMO amiante devra une assistance à la gestion du projet de l'organisme, en ce qui concerne le lot lié à l'amiante.

5.2. Méthodologie

Le titulaire présentera la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre.



La durée d'intervention estimée par le titulaire devra être détaillée précisément par catégorie d'intervenants dans sa note méthodologique et sur un tableau de décomposition du temps et du prix.

Il appartient à l'AMO Amiante de mettre en place tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution de sa mission, en prenant en compte l'organisation mise en place par le maître d'ouvrage.

Chacune des étapes qui composent la mission du titulaire se clôturera par la proposition d'un document « provisoire » présentant les résultats de ses analyses et ses préconisations. Ces documents devront obtenir l'aval du maître d'ouvrage pour devenir « définitif ». Ce n'est qu'une fois cette validation obtenue que l'étape sera considérée comme terminée et qu'il sera possible au titulaire d'entamer l'étape suivante.

La mission intègre la prise en compte des observations formulées par l'ensemble des instances décisionnelles de la maîtrise d'ouvrage chaque fois que cela est nécessaire.

Tout document définitif rédigé par le titulaire sera soumis à la validation formelle de l'Equipe Projet et du Comité de Pilotage.

5.3. Réunions de travail et de restitution

Des réunions de travail et de présentation de l'avancement de la mission seront périodiquement tenues en présence du Titulaire et de l'Equipe Projet et / ou du Comité de suivi,

- En début de mission (réunion de présentation)
- Au cours de chacune des étapes
- À l'issue de ces étapes pour la validation des rapports et documents produits

En cas de besoin, de l'une des parties, et après accord de l'UIOSS 86, l'organisation justifiée, de réunions supplémentaires pourra être envisagée. Le cas échéant, celles-ci seront facturées sur la base du prix unitaire HT figurant à l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES ETAPES

6.1. ETAPE 1 : STRATEGIE AMIANTE

Sur la base de son analyse de la situation, le Titulaire doit proposer au Pouvoir adjudicateur une stratégie amiante organisant la prise en compte de la problématique Amiante au sein de la maîtrise d'ouvrage, dans sa globalité : échéancier, estimation financière et programmation des actions à mener.

On entend par mission de désamiantage, tous travaux relevant de la sous-section 3 du Code du Travail. On entend par travaux sur matériaux contenant de l'amiante, tous travaux relevant de la sous-section 3 ou 4 du Code du Travail.

Pour se faire, le titulaire devra :

- Vérifier et analyser la situation existante (sur la base du RAAT existant) afin de s'assurer que l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être présents dans le périmètre des travaux ont bien été repérés.
- Optimiser le repérage amiante afin de réduire éventuellement le coût des travaux de lié à l'amiante.

Il sera attendu à minima du prestataire les actions suivantes :

- Analyse des rapports de repérage amiante avant travaux disponibles et vérifier leur adéquation avec le périmètre des travaux.
- Préconisation d'éventuels repérages complémentaires afin notamment de préciser la localisation et la quantité de produits contenant de l'amiante présents dans le périmètre des travaux.
- Suivi des repérages, prélèvements et analyses complémentaires.

Ces actions pourront être répétées afin d'atteindre l'objectif.

- Déterminer les modes opératoires envisageables : retrait/encapsulage/encoffrement, travaux en sous-section 3 ou sous-section 4.

- Connaître l'impact de la présence d'amiante dans les locaux concernés par les futurs travaux sur :

- Le coût des travaux
- La durée des travaux
- L'organisation interne (travaux en milieu occupé)

- Assister le maître d'ouvrage dans ses échanges avec l'inspection du travail, service prévention de la Sécurité Sociale, l'OPPBTP et les IRP

- Assister le maître d'ouvrage dans la rédaction des pièces du dossier de consultation du marché de maîtrise d'œuvre et dans l'analyse des offres en ce qui concerne les compétences liées à l'amiante.

Le prestataire rendra à l'issue de chaque étape de sa mission un livrable qui détaillera les conclusions relatives aux objectifs précités.



6.2. ETAPE ETUDES

Cette étape comprend :

- Analyse des documents produits par la maîtrise d'œuvre en phases DIA, APS, APD et PRO/DCE (CCTP, DPGF...) et assistance à la validation des études et production d'avis sur ces dossiers en ce qui concerne le lot lié à l'amiante.
- Vérifier la compatibilité des solutions techniques et des procédés de mise en œuvre proposés par la maîtrise d'œuvre avec la réglementation sur l'amiante et identifier les éventuels risques sanitaires liés à l'amiante.
- Vérifier l'estimation financière de travaux de désamiantage/déplombage ou du surcoût amiante lorsqu'il y aura intervention sur des matériaux contenant de l'amiante.
- Analyse et production d'avis sur les documents du CSPS, des entreprises et tout autre intervenant sur le lot lié à l'amiante.
- L'accompagnement et le conseil auprès de la maîtrise d'ouvrage en phase d'étude, sur le respect de la réglementation en tenant compte des dernières évolutions.
- Vérifier l'analyse des offres des entreprises de travaux en phase ACT.

6.3. ETAPE TRAVAUX Y COMPRIS RECEPTION

Le titulaire devra réaliser les prestations similaires pour chacune des tranches de travaux qui auront été déterminée dans la stratégie de gestion de l'amiante et lors des phases d'étude de maîtrise d'œuvre.

La décomposition du prix devra distinguer les forfaits :

- de base, avec les opérations à réaliser sur une hypothèse de 3 phases de travaux.
- d'une phase de travaux supplémentaire, avec les interventions qui seront réalisées pour chaque phase de travaux qu'il aura été déterminé lors de la stratégie amiante.

Cette mission comprend :

- Assister le maître d'ouvrage dans l'organisation de l'activité de l'organisme dans la cadre de travaux liés à l'amiante en milieu occupé
- Analyse du plan de retrait élaborés par les entreprises avant envoi à l'inspection du travail, CARSAT, OPPBTP
- Vérification de la complétude des documents fournis par le Lot Désamiantage en phase préparatoire (*PIC, attestations de formation / qualification, VGP, BSDA/CAP/FID, stratégie d'échantillonnage, etc...*)



- Assister le maître d'ouvrage dans la réalisation de ses obligations dans le cadre de travaux de retrait d'amiante (suivi des BSDA, examen visuel après retrait, mesure d'empoussièrement...)
- Vérifier la bonne réalisation des missions du maître d'œuvre dans le cadre de travaux liés à l'amiante (phases EXE, DET et AOR)
 - Visite initiale et note de faisabilité
 - Relecture de rapport (s) de repérage avant travaux
 - Relecture de mode opératoire et plan de retrait
 - Contrôle des installations de chantier
 - Accompagnement pour la mise en place d'un plan de retrait Amiante
 - Analyse des risques au regard des exigences du code de la santé
 - Veille juridique et réglementaire sur l'amiante
- L'assistance à la gestion de l'agrément de sous-traitants pour le lot lié à l'amiante
- Participer aux réunions de chantier et visites de chantier pendant les opérations de lié à l'amiante
- La participation aux visites d'analyse libératoire et de seconde restitution des locaux à la suite des travaux liés à l'amiante
 - L'avis sur les propositions de réception du maître d'œuvre concernant le lot lié à l'amiante
 - L'assistance à la maîtrise d'ouvrage sur la formulation de ses propres réserves et veiller à leur bonne prise en compte pour le lot lié à l'amiante
 - Le suivi de la levée des réserves
- L'accompagnement du maître d'ouvrage pour le règlement d'éventuels de litiges avec ses prestataires (lot lié à l'amiante).
- L'assistance du maître d'ouvrage dans les demandes d'autorisations administratives qui s'avéreront nécessaires.
- Assister le maître d'ouvrage dans ses échanges avec l'inspection du travail, service prévention de la Sécurité Sociale et les IRP
- Organisation de la mise à jour des documents relatifs à l'amiante (DTA) et au DIUO le cas échéant.
- Vérifier la mise à jour du DTA

ARTICLE 7 – LIVRABLES ET DELAIS D'INTERVENTIONS

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les prestations seront réalisées, par le Titulaire, dans le cadre du phasage suivant :

	ETAPES	LIVRABLES	DELAIS (jours calendaires) *
STRATEGIE AMIANTE	Analyse de la situation existante (DTA, RAAT et DOE d'autres opérations...)	- Rapport de situation et préconisations d'actions	21 jours à réception des documents MOA
	Analyse du RAAT réalisé pour le projet jusqu'à sa version finale	- Note d'analyse du RAAT - Préconisation d'investigations complémentaires si nécessaire - Rapport d'analyse définitif du RAAT	14 jours RAAT v1 7 jours versions suivantes
	Elaboration de la stratégie de gestion de l'amiante : - Détermination des modes opératoires - Phasage des travaux - Continuité de service et coactivité - Durée des travaux - Coût des travaux	- Rapport détaillé de la stratégie de gestion de l'amiante	21 jours à réception du RAAT définitif
	Assistance à la gestion administratives	- Dossiers administratifs à la Direccte, à la Carsat et à l'OPPBTP - Support de présentation aux IRP	14 jours à partir de la notification de l'ODS
	Assistance à la consultation de la maîtrise d'œuvre en ce qui concerne les compétences liées à l'amiante	- Avis sur le DCE - Avis sur l'analyse des offres	14 jours à partir de la notification de l'ODS et des documents
ETUDE	Analyse des documents d'étude produits par la maîtrise d'œuvre	- Avis sur chacun des livrables de la Maitrise d'œuvre	7 jours à réception de chaque livrable
	Analyse sur les documents du CSPS, des entreprises et tout autre intervenant sur le lot lié à l'amiante	- Avis sur chacun des livrables	7 jours à réception de chaque livrable
	Vérifier l'analyse des offres des entreprises de travaux en phase ACT	- Rapport d'analyse des offres	14 jours à partir de l'ouverture des plis



TRAVAUX	Organisation de l'activité de l'organisme en milieu occupé	- Participation aux réunion préparatoire de chantier de chacune des phases de travaux liés à l'amiante - Avis sur les plannings	7 jours pour chaque avis sollicité
	Analyse du plan de retrait élaborés par les entreprises	- Validation du plan de retrait	7 jours pour chaque avis sollicité jusqu'à validation définitive
	Vérification de la complétude des documents fournis par le Lot travaux liés à l'amiante	- Avis sur les documents fournis	7 jours pour chaque avis sollicité
	Vérifier la bonne réalisation des missions du maitre d'œuvre	- Avis sur les livrables ou actions de la Maitrise d'œuvre en relation avec les travaux liés à l'amiante	7 jours à partir du choix des offres retenues
	Participer aux réunions de chantier et visites de chantier pendant chaque phases de travaux liés à l'amiante	- Avis sur les comptes rendu de réunion - Contrôle et avis sur la réalisation des travaux	5 jours pour chaque avis sollicité
	Participation aux visites d'analyse libératoire et de seconde restitution des locaux à la suite des travaux liés à l'amiante pour chaque phase de travaux	- Proposition de restitution - Formulation des réserves - Validation des levées de réserves	7 jours pour chaque avis sollicité
	Règlement d'éventuels de litiges avec ses prestataires (lot lié à l'amiante)		7 jours pour chaque avis sollicité
	Assistance à la gestion administratives	- Dossiers administratifs à la Direccte, à la Carsat et à l'OPPBTP - Support de présentation aux IRP	14 jours à partir de la notification de l'ODS
	Organisation de la mise à jour documentaire	- DIUO - DTA	30 jours

*ne sont pas compris dans les délais mentionnés, les délais de réponse des instances nationales (CCMOSS, CNAM, UCANSS et DIE)

Il est à noter que le délai de validation des différentes phases /étapes/documents est contraint par la réception de l'accord du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 – PRESENTATION DES DOCUMENTS

Le format des documents à remettre est le suivant :

- Rapports détaillés rédigés
- Supports de communication de synthèse Power Point
- Graphes - Schémas
- Tableaux de synthèse

Ils seront présentés sur support informatique au format Word – Excel – Power Point et PDF.

- Plans : Ils seront fournis sous AutoCad (format .dwg) et en PDF.

L'envoi par courriels sera privilégié mais dans le cas de transmission de documents volumineux, l'usage de plateforme d'échange sécurisés « BlueFiles » sera favorisée.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG-PI, les études sont accompagnées d'un état dressé pour chaque destinataire et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire.
- l'identification de ce qui est livré et, quand il y a lieu, la répartition par colis.

ARTICLE 9 – PENALITES

Le maître d'ouvrage refusera tout document d'étude s'il est incomplet

Dans ces cas, les pénalités de retard seront appliquées par le maître d'ouvrage à compter du prononcé de la réception du document réputé incomplet.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le titulaire subit sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, à 1/50e du montant de l'acompte correspondant à la phase concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités ci-dessus s'appliqueront quel qu'en soit le montant.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document.

Sur demande du titulaire, après accord du pouvoir adjudicateur, les pénalités appliquées s'effacent en cas de rattrapage des délais.

Le Maître d'ouvrage examine et donne son accord sur chaque livrable. Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le titulaire doit :

- tenir compte de ces observations dans l'élaboration de ses productions
- remettre dans un délai de 10 jours ouvrables les dossiers rectifiés.

En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées ci-dessus seront appliquées.

ARTICLE 10 – RECEPTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 28 et par dérogation à l'article 29.2 alinéas 1 à 3 du CCAG-PI, le silence du Maître de l'ouvrage pendant 2 mois, à compter de la date de l'accusé de réception des documents, ne vaut pas approbation automatique, celle-ci devant être notifiée par écrit dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de l'accusé de réception des documents.

Le refus des documents sera notifié par écrit dans ces mêmes délais et conditions.

ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RESULTATS

Il fait application du chapitre 6 du CCAG-PI comprenant les articles 32 à 35, définissant les résultats, et le régime applicable aux connaissances et aux résultats découlant du marché.

A ce titre, le présent article rappelle le régime d'utilisation des résultats dans le cadre de la consultation. Le maître d'ouvrage peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité et cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle. Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au maître d'ouvrage.

Par dérogation aux dispositions des articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, les résultats finaux ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout autre tiers au marché (hors obligation légale de transmission des documents auquel il est soumis), celui-ci doit préalablement en informer le maître d'ouvrage et obtenir son accord express. Le maître d'ouvrage dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. Les résultats finaux sont à titre exclusif pour le maître d'ouvrage (sauf en cas d'autres obligations légales) sur la durée du marché, et pour la France hormis la publication sur Internet en vue de la conclusion d'un marché nécessaire à la bonne réalisation de toutes opérations de travaux lancés par l'organisme.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont principalement les suivants :

- Choix d'une stratégie immobilière ou mobilière, aide à la prise de décisions.
- Aides aux études réalisées par un Maître d'œuvre dans le cadre d'une opération immobilière menée par le maître d'ouvrage.

L'AMO Amiante est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

L'AMO Amiante s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent contrat.

ARTICLE 12 – CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché est dispensé de cautionnement et de retenue de garantie.

ARTICLE 13 – PRIX ET MODALITES DE REVISION

Le présent marché est un marché conclu à prix forfaitaire conformément aux dispositions de l'article R 2112-6 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles 10.2 et suivants du CCAG-PI, les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées ci-dessous.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois «m0 » ou correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché sont révisés à chaque acompte au moyen de la formule ci-après :

$$P_m = P_o (0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_o})$$

Dans laquelle :

P_m : Prix révisé de l'acompte au mois "m" (mois de révision)

P_o : Prix initial de l'acompte "m" au mois m0.

ING_m : Index ingénierie correspondant au mois "m" (mois de révision)

ING_o : Index ingénierie au mois m0 (valeur de l'indice au mois m0).

Ce mois « m » correspond à l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché. Si les prestations ne sont pas achevées à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché, la révision du prix se poursuit pour la partie des prestations non accomplies.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas encore connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lesdits coefficients correspondent à :

$$(0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_o})$$

ARTICLE 14 - AVANCE

Sauf indication contraire portée par le titulaire du présent marché dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option :

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - Le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE



- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 - ACOMPTES

L'opération de travaux est inscrite au plan immobilier des caisses nationales d'assurance maladie et de la caisse centrale de la Msa.

Dans ce cadre, chaque élément de mission achevé fait l'objet d'une validation par les conseils experts du maître de l'ouvrage chargés d'émettre un avis aux caisses nationales financeurs.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes versés tous les 3 mois ou 1 mois si le titulaire est une PME et qu'il en fait la demande fin de chaque étape, après validation par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 16 - MODALITES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au marché portent, outre les mentions légales, les indications suivantes

- nom et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- n° SIRET
- n° compte bancaire ou postal,
- n° de facture
- n° et date du marché
- quantité et désignation de la prestation, lieu d'exécution,
- date d'exécution des services ou des travaux
- montant hors TVA éventuellement ajusté,
- taux TVA et montant,
- montant total TTC,
- date.

Elles seront adressées de manière dématérialisée au format PDF à l'adresse suivante :

contact@uioss86.fr

ARTICLE 17 – DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de UIOSS 86 signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit le versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 18 - ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des étapes.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-PI, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.



Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 39 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI est fixé à 5%.

Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation par suite du décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 20 – CLAUSES DIVERSES

20.1. Assurance

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, et sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

20.2. Confidentialité – Mesure de sécurité

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toute



mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

ARTICLE 22 – REGLEMENT DES LITIGES

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC. Les parties peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. Le tribunal compétent pour connaître les contestations relatives aux obligations de publicité et de mise en concurrence du pouvoir adjudicateur, lors de la passation des contrats de droit privé relevant de la commande publique est le Tribunal judiciaire de RENNES.

En cas de contentieux lors de l'exécution du marché, le tribunal compétent est le Tribunal judiciaire de RENNES.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du marché concernés
3.4.3	2.1
4.1	3
28.4.2	7
14.1	9
14.1.2	9
14.1.3	9
29. alinéas 1 à 3	10
35.2.1 et 35.3.1	11
9.2	13
18	20.1